

Federico Orchani est militant piquetero et porte-parole du "Frente Popular Dario Santillan"^[1].

L'organisation de base où il concentre son activité militante est le MTD^[2], organisation politique de quartier, présente dans la capitale et la banlieue de Buenos Aires, ainsi que dans plusieurs provinces argentines. Lors de cet entretien, F.O. donne des détails du mouvement piquetero en général pour détailler par la suite la spécificité des MTD au sein de ce mouvement. Puis, il précise le rôle des MTD au sein du FPDS lors du conflit qui a opposé le gouvernement argentin et les entreprises agroalimentaires dans la première moitié de l'année.

L'expression *piquetero* a fait le tour du monde depuis la crise et l'insurrection de 2001 en Argentine. Que désigne-t-elle exactement ?

Les piqueteros sont à l'origine un mouvement de chômeurs. Ceux-ci se transforment en catégorie organisationnelle « opérante » politiquement à partir des *puebladas*^[3] de 1996, qui se déroulent à Cutral-Co et dans d'autres villes de Patagonie. Les protagonistes de ces *puebladas* sont des travailleurs de l'entreprise pétrolière nationale argentine YPF^[4] qui se sont retrouvés au chômage. YPF était l'une des entreprises privatisées dans les années 1990 par le gouvernement néo-libéral de Carlos Menem. En Patagonie, YPF était comme un Etat dans l'Etat, certaines villes dépendaient entièrement du travail que cette entreprise procurait. Ces travailleurs mis au chômage ont été les instigateurs des premières *puebladas*, et c'est là que le blocage de route ou « piquete » voit le jour en tant que mouvement de lutte. La dénomination de « piquetero » est ensuite reprise par la presse. Ce que nous avons fait, c'est la reprendre à notre compte, et lui donner une signification nouvelle. Nous avons admis l'appellation, et avons affirmé : « OK, nous sommes bien des piqueteros, le *piquete* est notre mode d'action privilégié ».

Le blocage de route signifiait une transformation dans le domaine de la stratégie insurrectionnelle. Beaucoup de militants piqueteros sont issus d'organisations populaires ayant subies très durement la dictature militaire. Nombre de nos camarades ont disparus, après les années Menem, du fait des privatisations, les usines elles-mêmes ayant disparu. La classe ouvrière argentine, très puissante jusque dans les années 1970, a été détruite. Ni les grèves, ni le sabotage de la production – des méthodes d'action en vigueur à l'époque – ne sont parvenues à enrayer sa chute. Le *piquete* était une nouvelle manière de concevoir la lutte sociale. Il s'agissait de paralyser la circulation effective de la marchandise et par conséquent le fonctionnement du système lui-même.

Quelle est la symbolique qui se trouve derrière le fait de couper les routes ?

Tout cela, on l'a découvert par la pratique. Les routes constituent un objectif stratégique important en Argentine, car le train est en déshérence. C'est en constatant la réaction frénétique des secteurs dominants et la répression à laquelle s'est livré le gouvernement que nous nous sommes aperçus que le blocage de route était un vrai problème pour le système, donc qu'il fallait continuer... Cette tactique s'est ensuite généralisée. Dans les mois qui ont suivi la crise de 2001, elle a eu du succès. La population sentait bien que certains droits sont prioritaires par rapport à d'autres. En bloquant les routes, nous réclamions du travail, criions que des gens étaient en train de mourir de faim dans ce pays. Or ces droits sont plus importants que le droit de circuler. Personne n'a envie de passer une semaine dans un « piquete » (car il y en a certains qui durent aussi longtemps), si on avait trouvé d'autres moyens de protester, on les auraient employés. Lorsque le chômage et la faim deviennent des caractéristiques structurelles du capitalisme, en Argentine comme dans la plupart des pays latino-américains, il est nécessaire de trouver des stratégies de mobilisation nouvelles.

Les mouvements *piqueteros* se consolident lorsqu'ils prennent forme dans les banlieues des grandes villes, où la population est nombreuse. Le quartier des alentours de Buenos Aires *La Matanza* renferme plus de votants que la Patagonie entière, il n'est donc pas étonnant que ce soit là que les mobilisations aient lieu. Il en va de même de Lanus, Avellaneda, et de la zone sud de la périphérie de Buenos Aires, dont il faut dire d'ailleurs qu'elle était auparavant le principal centre industriel du pays. Le mouvement piquetero est indissociable de l'histoire du mouvement ouvrier argentin, et de ses transformations au cours de la dernière décennie. C'est dans les années qui ont précédé la crise et l'insurrection de 2001 que ces identités de chômeurs se sont reconfigurées.

Quelle est l' « idéologie » du mouvement *piquetero* ?

Le mouvement piquetero est composé d'éléments hétéroclites. Certains camarades pensent que l'organisation doit aller du social vers le politique, et non l'inverse. Non pas commencer par un groupe de personnes qui pensent la politique, puis la projettent sur la population, mais tout doit d'abord commencer au sein de la population. L'histoire argentine est pleine de dirigeants qui ont trahi le peuple. Cela ne signifie pas que nous refusons toute idée d'organisation, mais nous préférons parler de « militants actifs », de « délégués » ou de « porte-paroles ». Dans le mouvement *piquetero*, on trouve beaucoup de militants issus d'expériences historiques défaites, ou qui reviennent d'exil et qui, ressourcés, souhaitent reprendre la lutte sociale. Il y a également beaucoup de militants jeunes, qui sont sceptiques sur les méthodes de lutte du passé. Ceci implique l'effectuation d'un travail de fond avec la population, de réorganisation des quartiers. Dans les manuels classiques du marxisme, les chômeurs sont considérés comme une armée de réserve. Cette conception ne convient pas en Argentine, et plus généralement en Amérique Latine. Les chômeurs sont devenus une catégorie opérante en elle-même, la classe ouvrière organisée étant frappée de bureaucratisation, et certains secteurs syndicaux bureaucratisés se sont même rendus complices de la dictature et de la privatisation des entreprises étatiques pendant les décennies de néolibéralisme. Une fois constituées, les organisations *piqueteras* ont accueilli des militants de diverses traditions : péronisme révolutionnaire, trotskisme, gauche traditionnelle. Mais l'idée de base était la rupture avec la prédominance de la forme parti et l'idée d'autonomie de l'organisation populaire.

Quelle est la spécificité des MTD ?

Les MTD sont un courant au sein du mouvement global des *piqueteros*. Il s'agit d'une organisation en autonomie des partis politiques et des syndicats, qui a comme principe la coordination avec les autres secteurs du champ populaire. On se définit comme une organisation populaire d'hommes et des femmes, des travailleurs et des chômeurs, qui avons constitué un « mouvement » et non pas un parti ou un syndicat, pour pouvoir résoudre entre tous les problèmes de tous.

Les MTD ont une forme d'organisation par des assemblées, dont le principe fondamental est la démocratie directe et participative, et la revendication de l'action directe comme méthode de lutte. La forme politique est considérée comme un espace de réflexion de la pratique et le travail comme un moyen transformateur de la réalité injuste et inégale que souffre les travailleurs et le peuple

Sa caractéristique est de refuser le « personnalisme » que l'on peut constater dans d'autres courants, par exemple la FTV[5], ou le courant de Raul Castells[6]. Pour nous, les décisions doivent être prises de manière horizontale par des assemblées, c'est un principe intangible. L'idée est de construire une nouvelle société par des pratiques pré-figuratives, c'est-à-dire qui anticipent la société égalitaire à venir. Nous avons par ailleurs une conception « relationnelle » du pouvoir, nous

recherchons le « pouvoir de... » et non le « pouvoir sur... ». En d'autres termes, le pouvoir n'est pas pour nous un objet dont il s'agirait de se saisir.

C'est sur la base de ces idées simples que les MTD se développent. Mais il ne s'agit pas d'un courant homogène, il est traversé par des contradictions, ce qui est bien normal. Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'être d'accord sur tout pour avancer ensemble. Le mouvement *piquetero* était hétérogène, et cette diversité est ce qui a permis le développement du mouvement.

Comment fonctionnent les MTD ?

Le fonctionnement repose sur quatre points élémentaires : la participation aux assemblées, qui sont l'organe de décision du mouvement, la participation aux ateliers de formation, endroit où nous réfléchissons à nos pratiques. Ces ateliers sont eux-mêmes divisés en deux : d'une part les ateliers de formation de base, où l'histoire du mouvement, les principes de lutte et d'organisation sont enseignés et, d'autre part, les ateliers militants, destinés aux militants plus expérimentés et où l'enseignement est plus « théorique ». Le troisième principe est la participation à la lutte, et enfin le travail dans un groupe communautaire et productif.

Les principaux modes de lutte sont les manifestations, les blocages de route, les occupations, les « escraches », qui sont des manifestations devant les maisons de responsables de la répression ou de patrons. Nous sommes organisés en différents secteurs : formation, alimentation, travail, rapports avec l'administration, etc. Avec toujours dans l'idée que de plus en plus de camarades assument des tâches, et empêche ainsi la centralisation du pouvoir par quelques-uns. Nous essayons également de garantir la parité hommes-femmes dans le partage des tâches.

Nous disposons de camarades porte-paroles, mais nous n'avons pas de direction à proprement parler. Nos assemblées sont ouvertes. Nous avons des « tables de synthèse » auxquelles participent les camarades actifs dans un secteur, au cours desquels est définie la ligne stratégique.

On a rapidement constaté une fracture au sein du mouvement *piquetero*. Pourrais-tu expliquer en quoi elle a consisté ? Quels sont les obstacles que le mouvement a rencontrés après la crise de 2001 ?

L'histoire du mouvement *piquetero* est pleine d'embûches. Le moment d'union le plus fort fut la crise de 2001 et la période qui suivit. Après, la courbe s'est avérée décroissante, principalement parce qu'une partie du mouvement a été cooptée par le gouvernement de Kirchner. Cette partie du mouvement a renoncé à l'autonomie pour s'intégrer à un projet de gestion gouvernementale. 2002 fut année d'inflexion. Eduardo Duhalde était alors au pouvoir. Au mois de juin de cette année, la quasi-totalité des organisations *piqueteras* participaient à une manifestation à Avellaneda, à l'exception de la FTV et la CCC[7], qui avaient des accords avec le gouvernement. Au cours de cette manifestation, la police a assassiné deux de nos camarades, Dario Santillan et Maximiliano Kostecki. Cet événement a eu un écho très fort dans les médias et la population. Nous avons gagné le procès contre les deux policiers qui ont ouvert le feu. C'est la première fois que deux agents de police sont ainsi condamnés dans l'histoire du pays.

Cela étant, avec le temps, les médias et le gouvernement ont favorisé l'idée qu'il y avait des *piqueteros* « gentils » et « méchants ». Les premiers renoncent au blocage des routes et collaborent avec l'autorité publique, les seconds portent des cagoules et s'opposent frontalement aux forces de

l'ordre. Lorsque Nestor Kirchner arrive au pouvoir, son projet consiste à distribuer des « plans travailler », c'est-à-dire de l'argent, en contrepartie de la renonciation aux manifestations de rue. Bien des groupes *piqueteros* se sont laissés aller à ce jeu, il est vrai juteux sur le plan financier. Pour notre part, nous pensons que l'autonomie d'organisation est la condition de la lutte. L'alternative populaire que nous souhaitons est absolument indépendante de l'Etat, et se construit à l'extérieur.

Les MTD sont ils liés à d'autres mouvements en Amérique latine ?

Nous sommes une organisation urbaine. Pourtant, nous avons lutté au côté d'organisations paysannes, et nous échangeons des expériences avec par exemple le MST au Brésil, le Frente Nacional de Campesinos du Venezuela, les mouvements de révolution populaires de Bolivie, des mouvements au Mexique. L'Amérique Latine est un espace politique évidemment important pour nous.

Quels sont les objectifs ultimes de votre lutte ?

La construction du socialisme. Le Venezuela et la Bolivie démontrent que cette construction est possible, malgré tous les problèmes qu'elle soulève. Nous luttons pour l'autogestion du travail, qu'il soit organisé sans patrons. Nous voulons montrer que les organisations peuvent maîtriser les ressources, prendre des décisions politiques d'ampleur, qu'elles peuvent devenir des centres de pouvoir dans les quartiers. La fragmentation des organisations de gauche est très grande en Argentine, c'est pourquoi notre objectif est de réunir, afin de construire une alternative à la gauche traditionnelle. On ne peut bien sûr concevoir un socialisme qui se limite aux quartiers. C'est la transformation de la société dans son ensemble qui doit être l'objectif.

Lors des événements qui ont eu lieu en Argentine en début d'année, le mouvement *piquetero* s'est montré fractionné dans son rôle de revendicateur populaire. Quelle a été la position des MTD et du FPDS en général pendant ce conflit?

En ce qui concerne le conflit entre le Gouvernement et les entreprises agroalimentaires^[8], différentes positions se sont opposées au sein du mouvement *piquetero*. Le secteur, qui dès 2003 avait adhéré à la politique du gouvernement, a eu un rôle important dans l'intervention et les représailles des manifestations provenant des opposants au gouvernement. D'autres groupes participaient aux blocages de routes initiés par les patrons des industries agroalimentaires. Les positions ont été fractionnées, comme l'est le mouvement même.

Par rapport aux MTD, avec d'autres organisations sociales, politiques, syndicales, des paysans sans terre et des étudiants, les MTD regroupés dans le FPDS ont adopté une position d'indépendance politique; justement parce qu'aucun des deux secteurs en conflit ne représente les intérêts des travailleurs et du peuple. Nous nous sommes concentrés dans l'espace "*Un autre chemin pour surpasser la crise*" dont son axe était "*La campagne nationale contre la faim et l'inflation, pour la souveraineté alimentaire et la socialisation des richesses*". En adoptant cette position, le FPDS a eu un rôle très actif lors du conflit.

Dans un conflit où les rapports de force se disputent les bénéfices du marché agroalimentaire, nous considérons que l'urgence repose sur la distribution équitable de ces gains : il est inadmissible que dans un pays qui produit de quoi nourrir onze fois sa population, une grande partie d'entre nous

connaissais la faim, l'exclusion ou la précarité. Lors de cette campagne, nous avons mobilisé la population, pour montrer qui sont les vrais responsables et les seuls bénéficiaires d'un système économique qui ne satisfait pas les besoins populaires. Nous avons réclamé et nous réclamons encore l'augmentation des salaires, l'arrêt de l'inflation, et le changement du modèle agronomique : l'exploitation de la terre doit être sous le contrôle de ceux qui la travaillent et non pas des multinationales et des grands pools des entreprises agroalimentaires. Bref, nous avons montré que le problème ne réside pas dans un conflit entre le gouvernement et les groupes agroalimentaires, mais dans le système économique lui-même.

Nous avons manifestés pour soutenir les mesures d'augmentation des retenues lancées par le gouvernement à l'exclusion de celles frappant les petits producteurs mais ces retenues doivent servir à assurer la santé, le logement et la création d'emplois. Or, ce plan n'avait pas un but de redistribution, car le gouvernement convoitait ce butin - qui représente plus de 2500 millions de dollars - pour le destiner à sa caisse politique afin de pouvoir « acheter » des dirigeants politiques et syndicaux ou pour payer sa dette. Voilà ce que visait véritablement le gouvernement en parant ce plan des mots doux de « redistribution de la richesse ». Car nous jugeons le gouvernement en place, non pas à l'aune de ses paroles, mais sur le résultat de la politique qu'il mène depuis cinq ans et qui a renforcé les scandaleuses inégalités dans le pays.

En menant des mobilisations et des blocages des routes, les grands patrons des entreprises agroalimentaires, ont démontré leur capacité à faire face au gouvernement. Démonstration que nous jugeons très dangereuse car ils représentent un grand secteur de la droite réactionnaire argentine. Pour autant, nous ne cautionnons pas la démagogie du gouvernement lorsqu'il traite ces secteurs de « golpistas »^[9] afin de gagner la population et générer une adhésion à sa politique. Or, ce qui était en jeu, plus que la démocratie ou la dictature, ce sont deux variables de pouvoir qui n'expriment guère les véritables intérêts du peuple : nous retrouvons d'un côté le « kirchenerismo » qui a peu fait en règle générale pour le bien-être des secteurs populaires, et d'un autre côté le pire d'une droite conservatrice qui se regroupe derrière les entreprises agroalimentaires.

Quelle a été la position de la gauche traditionnelle lors de ce conflit ?

Elle a été également fragmentée ; il y en a eu certains partis, comme le PO, le MAS et le PTS qui ont adopté une position d'indépendance politique face au conflit, mais leur position était plutôt de ne pas mettre l'accent sur la crise.

D'autres partis comme le MST et le PCR se sont alliés au blocage mené par l'Agro et sont devenus lamentablement un soutien pour la politique des secteurs détenant l'économie et pour les multinationales exportatrices du soja.

Les organisations *oficialistas*: le FTV, Libres del Sur, Frente Transversal et Movimiento Evita sont restées du côté du gouvernement.

Comment tu vois le futur des MTD dans le contexte politique et social argentin ?

Nous croyons que la situation actuelle oblige principalement à organiser la résistance et que notre tâche particulière est l'accumulation des forces et le renforcement des organisations de base qui constituent le FPDS.

De toutes façons, le faux pas du gouvernement envers les secteurs agroalimentaires, gouvernement

qui fait montre généralement de signe de faiblesse, l'apparition et le renforcement de la droite dans les mobilisations et dans la sphère politique sont autant de facteurs qui nous obligent à travailler à la construction d'un nouveau outil politique. Nous sommes conscients des difficultés que cela représente, des difficultés propres du moment et de l'apathie générale de notre peuple face à la vie politique du pays.

Ces derniers mois, nous travaillons dans un processus de regroupement des forces militantes et à l'animation d'un débat politique intense. Les résultats nous allons les voir dans quelques années, car aujourd'hui en Argentine la discussion du post-kirchnersime est déjà présente.

Nous croyons qu'il faut travailler et construire avec notre peuple, que cette construction doit être faite dans les quartiers, les écoles, les universités et les usines. La construction du pouvoir populaire est l'un des piliers stratégiques pour la formation d'une conscience solide de lutte qui naisse d'une pratique libératrice et émancipatrice.

Propos recueillis par Bettina Ghio

Notes

[1] Le « Frente Popular Dario Santillan » (FPDS) est un mouvement social, politique, autonome et composé de plusieurs secteurs de lutte sociale. Il apparaît en 2004 par la convergence de différents courants, la plupart des courants de *piqueteros*, mais aussi étudiants, ouvriers, intellectuels et artistiques. Le nom est en hommage d'un camarade qui participait dans une des organisations fondatrices du Front, le MTD de Lanus, et qui fut assassiné, avec un autre militant *piquetero*, lors de la répression policière d'une action de lutte au Puente Pueyrredon, à Avellaneda, province de Buenos Aires, le 26 juin 2002.

[2] MTD : Movimiento de Trabajadores Desocupados (Mouvement de Travailleurs sans emploi). Les MTD naissent à la fin 1990 de manière indépendante dans différentes villes jusqu'à intégrer la Coordinadora de Trabajadores Desocupados (CDT) « Anibal Veron ». La CDT est constituée par des camarades de chaque MTD qui se réunissent toutes les semaines pour discuter des problèmes de chaque district et de la Coordination en général. Le fait que les MTD ont surgit indépendamment les uns des autres, leur donne un caractère hétérogène, et leur confère une grande diversité selon les particularités de chaque quartier ou localité.

[3] Ce terme désigne en Argentine les grandes manifestations populaires insurrectionnelles.

[4] *Yacimientos Petrolíferos Fiscales*, l'entreprise publique de pétrole, rachetée par la transnationale espagnole REPSOL .

[5] *Federacion de Tierra y Vivienda* ; fédération de chômeurs de la centrale syndicale *Central de los Trabajadores Argentinos* (CTA).

[6] Militant piquetero et activiste politique, il est dirigeant d'un organisme politique au sein du mouvement piquetero : *Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados*, MIJD (Mouvement Indépendant de Retraités et de Chômeurs).

[7] *Corriente Clasista y Combativa*. Organisation de chômeurs, de tendance maoïste, organisée

[8] Au mois de mars, le gouvernement argentin a annoncé une nouvelle mesure de retenues vis-à-vis des énormes revenus de l'exportation agroalimentaire. Mesure qui a entraîné une guerre acharnée entre le gouvernement et les patrons des entreprises agroalimentaires, le soja en étant le produit symbole. Le conflit a duré jusqu'au 17 juillet quand le Vice-président Julio Cesar Cobos a du départager les votes de la Chambre de Députés et des sénateurs qui se sont exprimés contre la « La loi des Retenues » et se prononçant en faveur de l'Agro.

[9] Ce terme désigne ceux qui sont à l'origine d'un coup d'Etat.